

[Text]

family allowance, every dollar of tax paid on family allowance is returned as a deduction through the income system.

The Chairman: But once you swing it to a credit what happens?

Mr. Hunsley: It becomes mildly progressive.

The Chairman: Over and above the nontaxability?

Mr. Hunsley: I do not know what you mean by "over and above the nontaxability."

The Chairman: The family allowance is paid out and there is no requirement to file tax forms. Therefore, there are no returns. Do you not think that such a procedure would assist those on lower incomes?

Mr. Hunsley: It would not do anything for people in the lowest levels of income, because they are not paying taxes on it.

The Chairman: I am thinking of those at the margin.

Mr. Hunsley: I would say that it would require a larger expenditure than is necessary in order to give a very small benefit.

The Chairman: Have you checked it out?

Mr. Hunsley: We have checked out the amount that comes back in revenues. I think the federal government receives in revenue from tax paid on family allowance about \$700 million per year. So if the family allowance was made nontaxable, the government would be giving up about \$700 million in revenues, and families at the lower end would not make up anywhere near that. Perhaps families at the lower end would equal \$200 million, so people at the higher end would be getting the benefit.

About two years ago, when Mr. Epp's consultation paper came out, we looked at the concept of rolling the family allowance, the child tax credit, the deduction for children, and the spousal exemption together and presented the idea of one payment, what one might call a refundable family credit. I would suggest that the idea warrants investigation because it would be pretaxed in the same way the guaranteed income supplement can be said to be pretaxed.

The Chairman: If there are no further questions, on behalf of the committee, I thank you for taking the time to come here today. We have heard testimony from other people involved in the social area, and they are more strident in their views toward and motivations for people in the lower income brackets. You have presented a balanced approach, and we appreciate that.

The committee adjourned.

[Traduction]

déduction pour enfants équivaut en dollars à l'allocation familiale, chaque dollar d'impôt payé sur les allocations familiales étant remboursé sous forme de déduction dans le cadre du régime d'imposition.

Le président: Mais une fois que vous en faites un crédit, que se passe-t-il?

M. Hunsley: Elle devient doucement progressive.

Le président: Par delà la non-imposition?

M. Hunsley: Je ne comprend pas très bien ce que signifie «par delà la non-imposition».

Le président: L'allocation familiale est versée et nul n'est tenu de la déclarer à l'impôt. Il y a par conséquent aucune déclaration. Ne croyez-vous pas que cette solution aiderait les personnes à faibles revenus?

M. Hunsley: Elle n'aiderait en rien les personnes à plus faible revenu, puisqu'elles ne payent aucun impôt sur ces allocations.

Le président: Je pense aux personnes de la catégorie marginale.

M. Hunsley: Je dirais que cela entraînerait une dépense plus importante que requise pour donner un très petit bénéfice.

Le président: Avez-vous vérifié?

M. Hunsley: Nous avons vérifié les montants qui reviennent sous forme de recettes. Je crois que le gouvernement fédéral reçoit environ 700 millions de dollars par an de revenu au titre de l'impôt payé sur les allocations familiales. Ainsi, si l'allocation familiale n'est plus imposable, le gouvernement renoncerait à 700 millions de dollars de recettes, mais les familles au bas de l'échelle des revenus seraient loin de récupérer de telles sommes. Ces familles recevraient peut-être l'équivalent de 200 millions de dollars, de sorte que ce sont celles à revenu plus élevé qui en profiteraient.

Il y a environ deux ans, lors de la parution du document d'étude de M. Epp, nous avons joué avec l'idée de fusionner l'allocation familiale, le crédit d'impôt pour enfants, la déduction pour enfants et l'exemption de conjoint et avons lancé l'idée d'un paiement unique qui pourrait être appelé un crédit de famille remboursable. J'estime que cette idée mérite d'être examinée, parce qu'elle serait imposée à l'avance de la même manière que le supplément de revenu garanti l'est.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, au nom du comité, je vous remercie de nous avoir donné de votre temps aujourd'hui. Nous avons entendu d'autres témoins du domaine social, qui ont pris des positions et exprimé des motivations plus radicales à l'égard des personnes au bas de l'échelle des revenus. Vous nous avez fait un exposé équilibré et nous vous en remercions.

La séance est levée.